



Un nouveau programme progressiste mondial : priorité à l'homme et à la planète



Propositions du 'Pascal Lamy Group'

FEPS
SEPTEMBRE
2017

www.feps-europe.eu



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES





Jamais dans l'histoire de l'humanité, les changements n'ont été aussi rapides qu'aujourd'hui. La combinaison des nouvelles avancées scientifiques et technologiques, de la numérisation, des transformations démographiques et des avancées de la mondialisation affecte nos vies avec une force sans précédent. D'autres développements, dont le changement climatique, les migrations et l'urbanisation modifient aussi nos sociétés de manière inédite.

Ces tendances mondiales vont durer et entraîner des conséquences positives ou négatives selon qui est où nous serons. De telles évolutions créent d'extraordinaires opportunités de réussite individuelle et collective, mais aussi des grands défis pour la durabilité sociale, environnementale et économique. Les choix que nous ferons représentent une opportunité et une responsabilité historiques pour le mouvement progressiste. Développer un programme réformiste et convaincant qui rejette le paradigme fataliste et néolibéral est la seule solution pour bâtir un avenir progressiste. L'avenir peut être meilleur que le passé.

La volonté de maîtriser ces mégatendances pour peser dans le bon sens a mené à l'adoption des Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ODD) pour 2030, qui définissent des ambitions de progrès et une perspective d'espoir. Les ODD de l'ONU s'inscrivent dans des valeurs progressistes de justice et de progrès social, qui visent une qualité de vie décente et en amélioration permanente.

Ces dernières années ont été marquées par plusieurs tendances négatives : les tensions géopolitiques s'intensifient ; le capitalisme mondial reste sujet aux crises ; les inégalités croissent ; la part du travail dans le revenu national atteint des niveaux historiquement bas ; le 'précarariat' est en hausse tandis que la protection des travailleurs diminue et que l'insécurité augmente dans de nombreux pays, une situation qui affecte disproportionnellement les jeunes ; la démocratie, où elle existe, est parfois en danger ; les ressources de notre planète sont surexploitées et souffrent du changement climatique, de la perte de biodiversité et d'autres menaces. Les plus forts s'en sortent mieux que les plus faibles ; les revenus et le patrimoine sont accaparés par les 1 % les plus riches. En outre, les développements futurs de la robotisation, de l'intelligence artificielle, de la biotechnologie et des autres technologies en évolution rapide seront source de nouvelles opportunités considérables, mais aussi de risques qui pourraient diviser encore davantage les sociétés. La capacité des individus à accéder aux connaissances ou aux compétences requises et à gagner leur vie en trouvant leur place dans les dynamiques urbaines est de plus en plus menacée.



Le travail, comme source de revenu, d'inclusion et de socialisation est, dès lors, remis en question.

Il incombe aux progressistes de remédier à ces défaillances. Aujourd'hui, le devoir du mouvement est d'agir pour rétablir l'espoir dans le cœur et dans l'esprit des citoyens de toutes les sociétés. Cela implique de leur fournir les moyens d'améliorer leurs compétences et de faire face à l'insécurité économique, sociale ou culturelle qui fragmente les sociétés. Les droits de l'homme universels, l'accès aux biens publics mondiaux, l'équité entre les sexes et dans l'accès aux soins de santé dans le monde forment le cœur d'un programme progressiste. Tout ceci requiert un nouveau paradigme de changement social.

Pour aller de l'avant et mettre en œuvre ce programme, un diagnostic lucide de la situation du mouvement se révèle indispensable. Sa capacité à façonner les sociétés est, en effet, contestée ou en recul presque partout. D'autres mouvements politiques ont mieux réussi à exploiter la montée du mécontentement politique et social, de la douleur et de la frustration. Ils ont mobilisé des forces réactionnaires s'articulant autour de l'ultranationalisme, de l'isolationnisme, du tribalisme, du racisme, de la xénophobie et de l'autoritarisme, qui sont en opposition absolue avec la solidarité et les idéaux progressistes. Ces tendances négatives sont à la hausse, et les progressistes ne le sont pas.

Les causes de ces tracas font l'objet de débats au sein du mouvement. Pour certains, les concessions politiques trop nombreuses vis-à-vis du néolibéralisme économique dominant ont estompé la distinction entre la gauche et le centre. Pour d'autres, la crédibilité du mouvement a souffert de la différence entre les promesses faites et les résultats ressentis par ses partisans. La plupart s'accordent sur le fait que le programme des progressistes n'a pas répondu aux défis d'aujourd'hui et de demain. Il a perdu le contact avec la partie de la population qu'il voulait et disait représenter : celles et ceux qui ont besoin que ça change, et qui revendiquent ce changement, les individus souffrant d'aliénation, ceux qui se sentent abandonnés ou laissés pour compte, et, bien sûr, les jeunes générations.



Nous portons dès lors la responsabilité :

- Premièrement, de proposer une vision d'avenir remodelée, susceptible d'attirer ceux qui partagent des valeurs progressistes.
- Deuxièmement, de rétablir la capacité à nous renforcer en mobilisant une énergie politique qui s'inscrit dans un programme progressiste mondial.

PREMIÈREMENT : LA NOUVELLE VISION

Elle doit être globale, mais laisser de la place à la diversité. Les défis et opportunités sont communs, mais une approche indifférenciée ne marcherait pas. Nous sommes tous dans le même bateau, mais la crainte de l'uniformité et la revendication identitaire sont aussi là.

Cette nouvelle vision doit être élaborée dans une perspective à long terme, mais elle doit aussi s'appliquer aux problèmes d'aujourd'hui.

Elle doit mêler du concret et des principes : prendre en compte l'impact de la technologie sur l'avenir du travail et du tissu social, mais aussi reposer sur des idéaux de justice, d'égalité et de solidarité.

Elle doit embrasser la dimension écologique.

Elle doit être simple pour permettre un large débat, tout en répondant à la complexité croissante des sociétés.

Elle doit esquisser une vision alternative du futur de l'humanité, dans laquelle l'économie est au service de l'homme et de la nature, et non l'inverse.

Elle doit rester ouverte aux nouvelles idées et aux nouvelles formes d'organisation sociale et institutionnelle qui se font jour.



Les propositions suivantes sont nées de cette vision. Elles visent un programme de transformation du monde néolibéral, basée sur la justice et l'égalité. Certaines sont des réaffirmations de principes progressistes. D'autres sont des objectifs plus précis.

1. Démocratie

Les décisions importantes pour la population doivent être prises conformément au processus démocratique. Ceci implique une information non biaisée des citoyens, leur autonomisation, l'éducation civique, le débat public, la règle de la majorité, avec les contrepoids nécessaires comme la liberté et la pluralité de la presse et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Des efforts résolus devraient être consacrés à ouvrir de nouveaux espaces à la démocratie. Il est nécessaire de développer de nouvelles formes de participation et de mobilisation des électeurs, de renforcer la culture pluraliste démocratique et de favoriser l'engagement citoyen. Une limite de deux mandats consécutifs devrait s'imposer aux dirigeants des institutions publiques et privées pour permettre de renouveler les pouvoirs.

2. Un État actif et protecteur

L'accent ne devrait pas être mis sur la taille du gouvernement, mais sur la création d'un État innovant, créatif, capable et dynamique, qui autonomise tous ses citoyens de manière proactive en leur garantissant un travail décent et de qualité, en investissant dans des moyens de protection contre les anciennes et nouvelles insécurités sociales, et en préparant la société aux défis futurs.

3. Biens publics globaux

L'importance de l'accès aux biens publics globaux ne cesse de croître. Aujourd'hui, ceux-ci recouvrent un plus large éventail de domaines, dont l'environnement et les systèmes écologiques, la santé et les données. Il doit être protégé au titre de biens publics globaux. Les monopoles doivent être bridés.



4. Le multilatéralisme d'abord

Les accords internationaux bilatéraux et les transactions qui vont avec sont moins justes et transparents que les multilatéraux. Le multilatéralisme et la solidarité doivent être fortement encouragés étant donné qu'ils sont nécessaires pour gérer le nombre croissant d'enjeux mondiaux et garantir une mondialisation juste et qui profite à tous.

5. Une véritable égalité des genres

L'égalité des genres est un droit humain. Leur inégalité entrave les économies et les sociétés. Des actions doivent être entreprises à travers toute la société : dans la loi, dans la sphère politique, sur le lieu de travail ; dans les affaires, dans l'emploi et dans l'entrepreneuriat ; dans les médias qui luttent contre les stéréotypes ; avec des politiques sociales, des services de santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'une tolérance zéro pour les violences à l'égard des femmes et des filles.

6. Non-discrimination

Il est nécessaire de lutter activement contre toute forme de discrimination basée sur des critères raciaux, sexuels, religieux et culturels. Des politiques d'action positive doivent être mises en place pour que les injustices soient reconnues, pour y porter remède, et résolues et pour que tous les hommes soient traités équitablement, tout en vivant dans le respect mutuel et la dignité. La diversité culturelle et les droits des minorités doivent être préservés.

7. Sécurité partagée

Chez nous et à l'étranger, l'insécurité affecte d'abord les populations les moins aisées. Il est dès lors fondamental de s'attaquer résolument aux causes d'insécurité et de combattre durement le terrorisme et le crime organisé. Un désarmement effectif doit figurer parmi les priorités de la coopération internationale.



8. Une éducation pour tous axée sur l'avenir

Tout le monde devrait avoir accès à une éducation et des formations de qualité. L'intellect est la ressource qui croît le plus rapidement et est le plus facilement accessible. L'éducation devrait promouvoir des compétences telles que la créativité, l'esprit critique et l'ouverture à la différence, qui ne cessent de gagner en importance pour la réussite personnelle, le développement sociétal et la résilience de la planète. L'éducation doit être la priorité dans la réallocation des ressources.

9. L'accès aux soins de santé pour tous

L'accès aux soins de santé, qui est essentiel pour réduire les inégalités sanitaires, doit être universel et à bas coût.

10. Des migrations responsables

Les lois internationales relatives aux réfugiés doivent être honorées. Des parcours légaux et sûrs doivent être établis pour les migrants. Les droits et les responsabilités des migrants et des communautés hôtes doivent être respectés.

11. Zéro émission nette de carbone d'ici 2050

Réduire à zéro les émissions nettes de carbone et des autres éléments qui contribuent au changement climatique est notre seule chance de limiter celui-ci à + 2 C. À moins de réparer notre planète et de construire un modèle de développement plus durable, des sociétés entières seront dévastées, en commençant par les plus faibles, ce qui exacerbera les inégalités.

12. Le droit de codécision en entreprise pour les travailleurs

L'implication des travailleurs et des employés dans les entreprises et dans leurs stratégies d'investissement devrait être encouragée. Outre un renforcement des syndicats et des relations industrielles, ceci implique d'étendre la démocratie sur le lieu de travail en soutenant l'engagement des travailleurs dans les conseils d'administration et de leur donner le droit de participer collectivement à l'actionnariat des entreprises.



13. Taxation des 1 %

La richesse excessive et la concentration des revenus sont inefficaces et injustes. Le capital doit être davantage taxé que le travail. En priorité, les 1 % les plus fortunés doivent rendre à la société une partie plus importante de leur richesse et de leurs revenus.

14. Zéro tolérance pour la corruption et l'évasion fiscale

La corruption et l'évasion fiscale sont des taxes cachées sur les pauvres. Elles faussent la légitimité et la responsabilité du pouvoir. La solution consiste en une gouvernance transparente, éclairée et efficace. Les partis politiques devraient être financés publiquement et des limites devraient être imposées au financement politique par les entreprises.

15. Une Organisation financière mondiale

La finance est à la fois mondiale et risquée. Or, sa gouvernance mondiale est déficiente. Pour s'assurer que la finance réponde aux besoins de nos sociétés, les organisations et règles existantes doivent être réformées et le système de régulation informel de Bâle doit être remplacé par une véritable Organisation Financière Mondiale, avec des règles contraignantes et des mécanismes d'application basés sur des traités.

DEUXIÈMEMENT : LA MOBILISATION NÉCESSAIRE

Une nouvelle approche est indispensable pour faire avancer ce programme. À de nombreux endroits, nos leviers de pouvoir traditionnels, comme les syndicats classiques, ont perdu de leur influence. La confiance des citoyens dans les institutions d'État traditionnelles est en baisse constante, ce qui provoque des sentiments d'anti-autorité, d'anti-pouvoir voire d'anti-démocratie à une époque où nous avons besoin d'institutions fortes.

Une nouvelle stratégie en trois parties se révèle nécessaire pour contrer cette situation.

Tout d'abord, les progressistes doivent aller au-delà de l'autocritique et de la nostalgie pour constituer une force tournée vers l'avenir. Ils ont besoin de retrouver confiance en eux, dans leur programme



renouvelé et dans leur capacité à gagner à nouveau des élections. Sans cela et sans un espoir clair d'offrir un pouvoir de transformation qui façonnera le 21^e siècle, ils resteront un mouvement défensif et donc électoralement vulnérable, enclins aux querelles, ce qui les empêchera de poursuivre leur mission avec l'énergie nécessaire.

Deuxièmement, la gauche doit faire preuve de plus d'imagination à propos de son électorat et dépasser l'organisation citoyenne et syndicale des partis traditionnels telle qu'elle a été appliquée au cours des deux derniers siècles. Les progressistes doivent embrasser un monde politique qui n'est plus défini par les anciennes lignes de partage. Les loyautés individuelles sont devenues plus variables, ce qui reflète une communication et une complexité croissantes, tandis que les sociétés modernes définissent par d'autres matrices identitaires. L'environnement politique nécessite d'inclure des électorats différents, qui méritent d'être soutenus et dotés de ressources. Le mouvement doit être ouvert aux partenaires, alliés et activistes de terrain qui apportent des idées novatrices et travaillent avec de nouveaux médias dans l'intérêt des organisations progressistes. Ces mouvements comprennent des organisations non gouvernementales ou sans but lucratif, ainsi que des autorités régionales ou locales qui structurent le pouvoir en suivant un modèle de poly-gouvernance. De nouvelles coalitions en faveur du changement s'imposent tant au niveau domestique qu'international. Elles peuvent s'appuyer sur énormément d'énergie, de passion et de disponibilité. Les progressistes disposeront ainsi de nouvelles opportunités d'adapter la gouvernance locale et mondiale aux besoins de l'homme et de la planète.

Troisièmement, étant donné que les modèles de participation et d'engagement ont radicalement changé, les progressistes doivent modifier leurs cultures d'organisation et de communication. Les électorats sont devenus plus instables et de nouvelles coalitions se construisent sur la base d'une combinaison de demandes partagées, mais fortement différenciées. Apprécier et répondre à la diversité de ces demandes est particulièrement important afin d'atteindre les plus jeunes et les générations du millénaire, mais aussi les millions de citoyens désenchantés et aliénés qui ont tout à gagner d'un nouveau programme progressiste mondial qui prend leurs besoins en compte, leur donne la priorité et les invite à participer à façonner un mouvement déterminé à privilégier l'homme et notre planète.

Liste des membres du 'Pascal



Lamy Group'

Amorim Celso, ancien ministre des Affaires étrangères et ancien ministre de la Défense du Brésil.

Broadbent Ed, président de l'Institut Broadbent.

Burrow Sharan, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), ancienne présidente du Conseil australien des syndicats (ACTU).

D'Alema Massimo, ancien président de la FEPS, ancien premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Dewan Sabina, directrice générale de Just Jobs Network of India.

Emerson Craig, ancien ministre du Commerce et de la Compétitivité d'Australie.

Finchelstein Gilles, directeur de la Fondation Jean Jaurès.

Gerrits André, professeur d'études internationales et de politique mondiale à l'Université de Leiden.

Goldin Ian, professeur de mondialisation et de développement, et directeur fondateur de l'Oxford Martin School à l'Université d'Oxford.

Gonzalez Arancha, directrice générale du Centre du commerce international, ancienne directrice de cabinet à l'Organisation mondiale du commerce.

Gusenbauer Alfred, ancien chancelier d'Autriche, président du Next Left Research Programme de la FEPS.

Herfkens Eveline, ancienne ministre de la Coopération au développement des Pays-Bas.

Kaberuka Donald, ancien président de la Banque africaine de développement.



Kennedy Michael, professeur de sociologie et d'affaires publiques et internationales à la Brown University de Rhode Island.

Kwaśniewski Aleksander, ancien président de la Pologne.

Lamy Pascal, président emeritus du think-tank basé à Paris et à Berlin 'Institut Jacques Delors', ancien vice-président de la FEPS, ancien directeur de l'OMC (jusqu'en 2013), ancien commissaire européen au commerce.

Landerretche Oscar, président du conseil d'administration de Codelco, l'entreprise d'État chilienne du cuivre, et professeur à l'Université du Chili.

Lemkow Louis, professeur à l'Institut de Ciència i Tecnologia Ambientals (ICTA) et à l'Universitat Autònoma de Barcelone.

Manuel Trevor, ancien ministre sud-africain de la présidence de la National Planning Commission, ancien ministre des Finances d'Afrique du Sud.

Netshitenzhe Joel, directeur général du MISTRA, ancien chef du service de coordination politique et de conseil du président sud-africain, et ancien membre de la National Planning Commission.

Pangestu Mari Elka, ancienne ministre du tourisme et de l'économie créative (2011-2014) et ministre du Commerce (2004-2011) d'Indonésie, et professeur d'économie internationale à l'Université d'Indonésie.

Rifai Taleb, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Saad Filho Alfredo, professeur du département d'études de développement (SOAS) à l'Université de Londres, ancien spécialiste senior des affaires économiques à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Sánchez Pedro, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Sané Pierre, président de l'Imagine Africa Institute et ancien secrétaire général d'Amnesty International.



Schröder Martin, professeur de sociologie économique à l'Université de Marbourg en Allemagne.

Skrzypek Ania, chercheuse senior de la FEPS.

Smith Rick, directeur de l'Institut Broadbent.

Somavía Juan, ancien directeur de l'Organisation Mondiale du Travail (OIT).

Stetter Ernst, secrétaire général de la FEPS (Fondation européenne d'études progressistes).

Tall Sall Aïssata, maire de Podor, ancienne ministre de la Communication du Sénégal.

Velasco Andrès, professeur de pratique professionnelle en développement international à la School of International and Public Affairs de la Columbia University, ancien ministre des Finances du Chili.

Wieczorek-Zeul Heidemarie, ancien ministre fédéral de la coopération et du développement économiques d'Allemagne (1998-2009).

Wood Stewart, ancien membre du Chancelier de l'Échiquier (Conseil économique), chercheur à la Blavatnik School of Government à Oxford et président de l'Association des Nations Unies (UNA-UK).



Organisateurs



Équipe FEPS

Bloëdt Alain, conseiller en communication senior de la FEPS et éditeur en chef du Progressive Post.

Guedes Céline, chargée de politique junior à la FEPS.

Koc Kate, organisatrice d'évènements de la FEPS.

Ntousas Vassilis, conseiller politique en relations internationales de la FEPS.

Wehmhoerner Arnold, correspondant FEPS en Afrique du Sud.



Équipe Jean Jaurès

Cohen Laurent, directeur général adjoint, codirecteur des publications de la Fondation Jean Jaurès.



Équipe Broadbent

Blomme Willy, directeur de programme de l'Institut Broadbent.

Kopyto Erica, gestionnaire d'évènements de l'Institut Broadbent.



Équipe MISTRA

Maimela David, chercheur à la faculté d'économie politique du MISTRA.

Sehume Jeffrey, chercheur senior à la faculté des sciences humaines du MISTRA.